

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 13/11/24

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCAPEST

Rue du Moulin
51520 Saint-Martin-Sur-Le-Pré

Références : D2i 2024-876
Code AIOT : 0005704446

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement SCAPEST implanté Chemin du Terme de la Mouic 51520 Recy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAPEST
- Chemin du Terme de la Mouic 51520 Recy
- Code AIOT : 0005704446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de SCAPEST est un entrepôt à autorisation dont le stockage est automatisé. L'entrepôt stocke des produits pour une marque de la grande distribution, ainsi dans l'entrepôt on retrouve des produits secs ainsi que du non-alimentaire.

La visite s'est portée principalement sur la thématique Entrepôt et sur le contrôle de points de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 07/01/2020, article R.181-12	Mise en demeure	31 décembre 2024
4	État des stocks simplifié	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.	Demande d'action corrective	1 mois
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23	Demande d'action corrective	2 mois
6	Plan de défense incendie - site à Autorisation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.2	Sans objet
3	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.	Sans objet
7	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 13	Sans objet
8	Entretien des abords	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13	Sans objet
10	Moyens de lutte contre un incendie - Système d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 13	Sans objet
11	Étude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a mis en évidence des non-conformités vis-à-vis de prescriptions modifiées suite à l'accident de Rouen en 2019, notamment:

- Le Plan de Défense Incendie (PDI) n'était pas complet notamment sur les dispositifs prescrits pour les sites à Autorisation
- L'état des stocks synthétique ne répond pas à la réglementation

Enfin, il a été constaté que la situation administrative du site n'était pas conforme; il apparaît que le site stocke au-delà des quantités autorisées des matières dangereuses.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/01/2020, article R.181-12
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : Le dossier de demande d'autorisation environnementale est adressé au préfet mentionné à l'article R. 181-2 [...]
Constats : L'exploitant a indiqué suivre les seuils ICPE liés aux rubriques 4xxx via le traitement des données issues de son état des stocks. Par mail du 20/09/2024, l'exploitant a transmis le tableau retraçant le tonnage par rubrique ICPE disponible en partie confidentielle. Il est noté le dépassement du seuil d'autorisation pour la rubrique 4510.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Considérant le dépassement du seuil d'autorisation pour la rubrique 4510 qui est également le seuil SEVESO Bas, l'exploitant régularisera sa situation administrative. Dans l'attente de la régularisation, il s'assurera de ne pas dépasser le seuil de déclaration de 20 tonnes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure,
Proposition de délais : 31 décembre 2024

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Dossier ICPE
Prescription contrôlée : Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'Inspection a pu consulter le rapport de l'assureur d'avril 2023 référencé 103527762. Ce rapport ne fait pas de constat particulier mis à part sur la prise en compte de l'exploitant d'une remarque antérieure sur la protection des armoires électriques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks listant le nom du fournisseur, la désignation de l'article, le code GTIN, l'emplacement de stockage (cellule), la quantité stockée. Les matières dangereuses n'étaient pas signalées. L'exploitant a envoyé par mail un nouveau fichier dans lequel il a ajouté la rubrique ICPE si concerné ainsi que la mention de danger Hxxx. L'exploitant a indiqué que cet état était mis à jour quotidiennement, qu'il était accessible par les services exploitant, maintenance, le service achat, le service QHSE et la direction. L'accès est possible à l'extérieur du site et le fichier est stocké sur différents serveurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : État des stocks simplifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
Prescription contrôlée : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'exploitant a expliqué pouvoir extraire de son logiciel de stockage les quantités suivant les seuils ICPE. Il a ainsi fourni par mail du 20 septembre, le tonnage des rubriques ICPE 4xxx pour l'ensemble du site. Il a été précisé à l'exploitant l'objectif de cet état des stocks synthétique; ainsi il est nécessaire de pouvoir discriminer par cellule le tonnage des différentes typologies de produits. Par ailleurs, l'ensemble des matières stockées sur site doit être représenté dans cet état; ainsi le classement des rubriques 4xxx n'est pas suffisant, l'ensemble des produits n'étant pas visé par ces rubriques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser un état des stocks synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les produits stockés au sein de chaque zone de stockage. A cette fin, il pourra se référer à la circulaire T661 de France Chimie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...] Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

<ul style="list-style-type: none"> - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni aux services de l'Inspection des installations classées le document "Plan d'Intervention Interne - Site RECY PGC - SCAPEST - Centrale d'achats E. LECLERC Paris EST" datant du 01/10/2021.</p> <p>Concernant les éléments prescrits ci-dessus, il a été constaté l'absence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des modalités d'accueil des services d'incendie et de secours • de plans d'implantation des cellules de stockage et des murs coupe feu • de plans et documents prescrits au point 1.6.1 (plans des réseaux d'eau) • de plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule • de description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique • de mesures particulières prévues au point 22 (indisponibilité du système d'extinction automatique) <p>Enfin l'inspection rappelle à l'exploitant que ce document doit être autoportant. Il est donc important que le SDIS et l'Inspection aient accès à l'ensemble des éléments. Ainsi le document doit être complété notamment aux endroits des références internes (ex. cf Base docs/... pour les annexes).</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir communiqué au SDIS son PDI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Voir constat n°6</p> <p>L'exploitant mettra à jour son plan de défense incendie afin de répondre à l'ensemble de la prescription du point 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié. Il communiquera la nouvelle version intégrant également les remarques du constat n°6 avant la fin de l'année au SDIS 51 et aux services de l'Inspection. Il apportera également la preuve de communication du PDI au SDIS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Plan de défense incendie - site à Autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise : <ul style="list-style-type: none">- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également : <ul style="list-style-type: none">- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : Il a été constaté sur le Plan de Défense Incendie en vigueur et datant du 01/10/2021, l'absence des éléments prescrits pour les sites à autorisation. L'exploitant a indiqué avoir contacté un prestataire pour prendre en charge la question des premiers prélèvements. L'inspection a pu consulter le devis référencé numéro de proposition 2212EL7P1000043V3 signé par l'exploitant le 19 juillet 2024. L'exploitant a indiqué que l'astreinte sera opérationnelle d'ici 15 jours au moment de la visite (c'est à dire fin septembre). L'exploitant a indiqué par mail que l'astreinte était opérationnelle depuis le 3/10/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra à jour le PDI contenant les informations concernant les premiers prélèvements environnementaux avec les informations prescrites au point 23 de l'arrêté du 11 avril 2017 avant le 31 décembre 2024. Ce Plan sera communiqué aux services de l'Inspection des Installations classées ainsi qu'au SDIS 51.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Exercices de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
Constats : L'exploitant a présenté le compte rendu des deux derniers exercices d'évacuation (prévus au point 14 de l'arrêté du 11 avril 2017) du 27 février 2024 et du 15 juillet 2024. Il est noté que le délai entre deux exercices d'évacuation est respecté (6mois). Néanmoins l'exploitant a indiqué que le déclenchement de l'exercice se faisait parfois par un opérateur dont le premier réflexe est d'utiliser les moyens d'extinction à sa disposition (Extincteurs ou RIA). L'exploitant a également indiqué qu'un exercice avec le SDIS est prévu pour le 5 novembre 2024 et que le dernier avait eu lieu en 2017.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira le compte rendu de l'exercice conjointement mené avec le SDIS à l'Inspection. Sur les exercices d'évacuation dans lesquels il teste un scénario et la réaction du personnel à un départ de feu : il formalisera ces exercices d'une autre manière avec notamment l'intitulé correspondant à l'exercice de lutte contre l'incendie et en détaillant le scénario, et les retours d'expérience.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien des abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage
Constats : Lors de l'Inspection, il n'a pas été constaté de problème particulier lié à la propreté de l'installation. De même, sur la zone extérieure EST (parking et entrée du site), il n'a pas été constaté un mauvais entretien des zones enherbées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; [...]
Constats : Il a été constaté lors de la visite de l'installation la présence d'extincteurs et de RIA dans toutes les zones de l'entrepôt. Il n'a pas été constaté d'extincteurs ou de RIA dégradés ou inaccessibles. L'inspection a également consulté le rapport de maintenance des extincteurs du 18/07/2024 référencé 12300075416. Il n'appelle pas à de remarques particulières; les extincteurs à remplacer ont été remplacés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte contre un incendie - Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.
Constats : L'inspection a consulté le compte rendu de vérification semestrielle du système d'extinction automatique (ref EN 825/H) du 10 juin 2024. Ce rapport fait état d'observations notamment sur les alarmes niveau bas B1 et B2. L'exploitant a ensuite présenté la fiche d'intervention n°275339 rendant compte de la vérification hebdomadaire du 9 septembre 2024. Ce rapport ne fait pas état d'observations indiquant ainsi de la remise en état des observations réalisées dans le contrôle précédemment cité.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Étude des effets thermiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a pu consulter le document "Rapport de modélisations des effets thermiques d'un incendie" (ref. EK1K0/19/560) datant du 26/06/19.</p> <p>Ce rapport fait état de flux sortants des limites du site pour 4 scénarios étudiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cellule CPS (Figure 11) : flux à 3kW/m² • Cellule HPV1 (Figure 18) : flux à 5 kW/m² • Incendie généralisé dans les cellules HPV1, HPV2 et CPS (Figure 19) : flux à 8 kW/m² • Incendie généralisé dans les cellules HPV1, HPV2 et Réception (Figure 20) : flux à 8 kW/m² <p>L'exploitant a indiqué avoir rehaussé le merlon situé en bordure Nord-Est du site suite à cette étude.</p> <p>Postérieurement à la visite, l'Inspection a pu consulter l'étude de dangers du site datant de 2021 et dont les conclusions indiquent l'absence de flux supérieurs à 5kW/m³ sortant des limites du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite